



## ARRÊTÉ DE LA MAIRE

ST/VN/KA/TD – n° 2026/553

### Réglementation de stationnement d'un camion de déménagement 12 rue Gabriel Péri

**La Maire,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2122-19, L. 2131-1 et suivants ;

**VU** le Code pénal, notamment son article R. 610-5 ;

**VU** la décision n° 2023/284 du 10 juillet 2023 portant sur les tarifs d'occupation du domaine public à compter du 11 juillet 2023 ;

**CONSIDÉRANT** la demande formulée le lundi 03 août 2026 par **HANS TRANS DEMENAGEMENT - 2-4 avenue Flore - 95500 Le Thillay**, qui sera le payeur du titre émis par le Trésor Public ;

**CONSIDÉRANT** qu'une opération de déménagement, par mesure de sécurité, nécessite des restrictions de stationnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à la Maire d'autoriser le stationnement sur les lieux publics moyennant le paiement des droits fixés par tarif dûment établi.

### Arrête

**Article 1 :** Le présent arrêté municipal abroge l'arrêté n°2026-460 du 10 juillet 2026.

**Article 2 :** **HANS TRANS DEMENAGEMENT - 2-4 avenue Flore - 95500 Le Thillay** est autorisée à réserver trois emplacements au **12 rue Gabriel Péri** en vue de procéder au stationnement d'un véhicule de déménagement, pendant la période suivante :

**Le lundi 07 septembre 2026.**

**Article 3 :** Le stationnement des véhicules sera strictement interdit et considéré comme gênant au droit du déménagement sur ces trois emplacements. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté pourra entraîner la mise en fourrière aux frais et risques de son propriétaire, conformément aux dispositions de cet arrêté.

**Article 4 :** La circulation des véhicules sera réduite au droit du déménagement et selon sa durée. La vitesse sera limitée à 30 km/h.

**Article 5 :** La circulation des piétons se fera sur le trottoir opposé au droit du déménagement et selon sa durée.

**Article 6 :** Les droits de voirie s'élevant à 25 € par emplacement et par jour, le montant à acquitter s'élève à **75 €** (soit 1j x 3 emplacements x 25 €). Les frais de voirie seront à régler à réception d'un avis des sommes à payer, émis par le Trésor Public (aucun chèque n'est à envoyer en Mairie).

**Article 7 :** Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux règles du code de procédure pénale. La signalisation réglementaire sera mise en place par les services municipaux, 48 heures à l'avance.

**Article 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville d'Eaubonne, Monsieur le Commissaire de Police et tout autre agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application des prescriptions du présent arrêté et une copie du présent arrêté sera adressée au Pétitionnaire.

**Eaubonne, le 07 AOÛT 2026**

Notifié le :

Publié le : 07/08/2026

Exécutoire le : 07/08/2026

Délai de recours : 2 mois - A dater de la date de publication

Voies de recours : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative).

Valérie POULIQUEN  
Cheffe Secrétariat Général

Arnaud AGNONA  
Directeur DAGAJ

Karima BENTOUT  
DGA Ressources

Lyllan SÉNÉCHAL  
Directeur Général des Services

**La Maire,**

**Vice-Présidente de la Communauté  
d'agglomération Val Parisis**

*[Signature]*

**Marie-José BEAULANDE**



**Hôtel de Ville**

1 rue d'Enghien  
95600 Eaubonne  
01 34 27 26 00  
eaubonne.fr